

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC**

ZA de la Plaisse  
73370 Le Bourget-Du-Lac

Références : 20260203\_RAP\_InspSCBL\_LeBourgetduLac\_Complet.odt  
Code AIOT : 0006101522

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC implanté Les Ramées 73370 Le Bourget-du-lac. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC
- Les Ramées 73370 Le Bourget-du-lac
- Code AIOT : 0006101522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCBL est composée des deux actionnaires suivants :

- 50 % société LANGAIN (société de bâtiment et de travaux publics);
- 50 % société SCMS (exploitant de carrières, filiale du groupe EIFFAGE).

L'exploitation du site est aujourd'hui réalisée sous couvert d'un arrêté préfectoral portant renouvellement et extension du 25 octobre 2023.

Elle se fait par campagnes discontinues selon les besoins de la société LANGAIN ou de la société

SCMS. Aucune entreprise extérieure ni aucun particulier ne vient directement s'approvisionner sur ce site dont l'exploitation est menée par du personnel et des engins de la société LANGAIN et également de la société SCMS.

L'exploitation se fait à la pelle mécanique complétée d'une chargeuse. Une partie des matériaux extraits est acheminée par camions semi-remorques vers la plate-forme de traitement des matériaux LANGAIN située, au nord, à quelques centaines de mètres de la carrière. L'autre partie des matériaux est prise en charge par la société SCMS qui approvisionne par tombereau son site de La Motte Servolex, au sud, par l'intermédiaire du chemin privé dit "de la combe des vallons".

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.1.3	Sans objet
2	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.2	Sans objet
4	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un certain nombre d'observations et de points de vigilance ont été formulés lors de l'échange qui a eu lieu avec l'exploitant lors de cette visite d'inspection. Quelques unes de ces remarques ont été inscrites dans le rapport d'inspection pour prise en compte.

En outre, en 2024, le service d'inspection des installations classées avait déjà formulé des remarques quant à la gestion des eaux de ruissellement au niveau de la carrière et notamment côté entrée sud de l'installation. Lors de cette visite, les constats ont une nouvelle fois mis en évidence des écarts quant à la bonne gestion des eaux pluviales. Ces constats ont été confirmés a posteriori par des signalements formulés par le CISALB relatifs à des départs de MES dans le ruisseau des Combes.

Même si, d'une part, des actions de mise en conformité avaient déjà été envisagées par l'exploitant (travaux sur le pont qui traverse le ruisseau, cadrés par un AP Loi sur l'Eau) et d'autre part, des

actions à court terme ont été réalisées depuis lors (redimensionnement/curage de bassins de décantation), les constats faits lors de cette visite mettent en évidence le non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25/10/23 et notamment son article 3.4.2. Par ailleurs, les mesures prescrites dans ce même arrêté et permettant de potentiellement objectiver la situation quant à la pollution du cours d'eau (prélèvement et analyses de la quantité de MES dans le cours d'eau) n'ont pas été réalisées.

Dans ce contexte, les demandes de justification et d'actions correctives ayant été déjà formulées lors d'une inspection antérieure et les mesures correctives de l'exploitant permettant que ce type de pollution ne se reproduise n'ayant pas été suffisantes, il est proposé à madame la préfète la signature d'un arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur pour la carrière SCBL.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déplacement et maintien des chemins communaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation nécessite le déplacement de chemins communaux et notamment des chemins des Pâtes, de la grande vie et de la Charrière. L'exploitant est tenu de maintenir les cheminements pédestres (et leurs balisages) et agricoles substitutifs durant les phases d'exploitation de la carrière. L'emplacement des chemins reconstitués sont matérialisés sur le plan de remise en état du site. (Cf.annexe 6,).</p> <p>Pour des raisons de sécurité, notamment lors des opérations d'abattage d'arbres, l'accès aux chemins pourra être temporairement interdit le temps des travaux.</p> <p>L'exploitant informera la Commune, qui transmettra aux membres de la commission locale de concertation et de suivi (CLCS), de ces évolutions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant pendant la revue documentaire, l'exploitant s'est formellement engagé à rétablir les chemins communaux selon le calendrier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chemin communal sud : rétablissement d'ici mars 2026.</li> <li>• Chemin communal nord : rétablissement d'ici fin mars 2026</li> </ul> <p>En attendant la réalisation des travaux, l'exploitant doit maintenir des mesures de sécurité adaptées (signalisation, déviations, etc.) pour garantir la sécurité des usagers et des riverains.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Conformément à la prescription notifiée, l'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Respecter les échéances</b> qu'il a lui-même fixées pour le rétablissement des chemins.</li> <li>• <b>Informar la Commune</b> de l'avancement des travaux, ainsi que de toute difficulté susceptible d'impacter les délais.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modalités et phasage d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitation sera conduite selon le plan de phasage présenté dans le dossier de demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société « Société des Carrières du Bourget du Lac » (SCBL) actualisé. Les plans de phasage sont joints en annexe 3 du présent arrêté. La progression de l'exploitation s'effectuera en périodes quinquennales, par tranches successives permettant une production moyenne annuelle de 400 000 tonnes de granulats. Cette production pourra aller jusqu'à 500 000 tonnes par an au maximum.</p> <p>La première phase d'exploitation se poursuivra dans la continuité de l'actuelle carrière. L'exploitation se déroulera essentiellement dans la partie Sud de l'actuelle carrière.</p> <p>Les premiers travaux correspondront au défrichement des boisements sur une emprise de 16 715 m<sup>2</sup>. Les matériaux de découverte seront repoussés vers les limites cadastrales du site pour créer les merlons paysagers, qui seront immédiatement végétalisés. Les matériaux excédentaires seront temporairement stockés sur le carreau de la carrière avant d'être réemployés dans le cadre des opérations de remise en état du site.</p> <p>L'exploitation du gisement sera réalisée jusqu'à la cote minimale de 280 m NGF. À l'issue de la première phase d'exploitation, le front d'extraction sera composé d'au maximum 6 gradins d'une hauteur unitaire de 10 mètres.</p> <p>Les opérations de remblayage débuteront dès que possible, à l'extrémité Sud de la carrière.</p>
<b>Constats :</b> <div><p>L'exploitant a confirmé lors de la revue documentaire que l'exploitation est conduite selon le plan prévu, avec une progression conforme aux phases définies par l'arrêté préfectoral. La première phase d'exploitation s'est poursuivie en 2025, et les travaux correspondants ont été réalisés comme suit :</p><ul style="list-style-type: none"><li>• Production en 2025 : 441 000 tonnes.</li><li>• Volume remblayé en 2025 : 42 000 tonnes (soit environ 25 000 m<sup>3</sup>).</li></ul></div> <p>L'exploitant a indiqué une augmentation significative des volumes à remblayer à partir de 2026, avec un objectif de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 250 000 à 300 000 tonnes/an d'ici 2029.</li></ul> <p>Pour rappel, l'exploitant devra fournir régulièrement à l'inspection des installations classées un bilan actualisé des volumes extraits et remblayés (déclarations GEREP), ainsi que des prévisions pour les années à venir. Par ailleurs et lors des prochaines visites d'inspection, une attention particulière sera portée sur le respect des opérations de remblayage conformément aux dispositions réglementaires applicables, notamment en ce qui concerne la qualité des matériaux utilisés et leur traçabilité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux superficielles sur le site sont les eaux météoritiques et les eaux utilisées dans le cadre de la lutte contre les poussières. Le procédé d'exploitation ne nécessite pas d'eau. L'exploitant maintient la perméabilité naturelle du site.  Les eaux pluviales s'infiltrent directement et gravitairement dans les sols. Les eaux de ruissellement rejoignant le carreau d'exploitation sont collectées par des drains associés à des fossés, puis orientées vers les bassins d'infiltration de façon à éviter tout rejet direct vers le milieu naturel. Ces derniers sont dimensionnés pour assurer le stockage d'une pluie cinquantennale. Aucun rejet dans le ruisseau des Combes n'est autorisé.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de terrain, il a été relevé des déficiences dans la gestion des eaux pluviales sur le site exploité, notamment au niveau de l'entrée sud. Les observations suivantes ont été faites : Sur certaines zones du périmètre autorisé de la carrière, les eaux superficielles s'écoulent directement vers l'extérieur du site, sans système de rétention ou de traitement adapté. L'exploitant a indiqué que la perméabilité naturelle du sol était maintenue, mais les constats sur le terrain révèlent une capacité d'infiltration limitée, en particulier après des épisodes pluvieux intenses. Les eaux pluviales s'infiltrent difficilement et une partie s'écoule vers le ruisseau des Combes. Ce phénomène a été confirmé par des signalements du CISALB (Comité Intercommunal Syndical d'Aménagement du Lac du Bourget), qui a relevé des départs de matières en suspension (MES) en direction du ruisseau des Combes. Ces écoulements non maîtrisés présentent un risque de pollution pour le ruisseau des Combes, notamment en cas de fortes pluies. Cela peut entraîner une dégradation de la qualité de l'eau et un non-respect des obligations réglementaires en matière de gestion des eaux pluviales.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de renforcer les capacités d'infiltration sur le site, notamment par la mise en place de dispositifs types "bassins de rétention, tranchées drainantes ou systèmes de filtration adaptés". Il est impératif qu'aucun rejet vers le ruisseau des Combes ne soit constaté, conformément aux exigences réglementaires de l'arrêté préfectoral en vigueur. A ce titre, l'exploitant devra fournir un plan d'action détaillé pour corriger ces non-conformités, incluant un calendrier de mise en œuvre et des indicateurs de suivi. Un contrôle du service d'inspection des installations classées pourra être effectué pour évaluer l'efficacité des mesures mises en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements spécifiques de canalisation des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin de canaliser les eaux pluviales en limite ouest du site en cas d'épisode pluvieux intense, l'exploitant met en place et maintient en bon état un ouvrage permettant de récupérer les eaux pluviales en limite ouest du site (plateau de la Serraz) par écoulements gravitaires, puis de les canaliser et les diriger vers un avaloir par le biais d'une tranchée drainante.</p> <p>Une fois canalisées, ces eaux seront gravitairement dirigées vers un coursier bétonné, constitué d'enrochements de blocs unitaires d'une tonne. Cet aménagement permettra de rompre les vitesses d'écoulement avant d'évacuer les eaux vers les exutoires situés sur le carreau de la carrière.</p> <p>Ce coursier se développera sur une distance de 65 mètres, depuis le sommet de l'ouvrage jusqu'au carreau de l'exploitation.</p> <p>En partie basse, des fossés permettront l'écoulement du flux d'eau vers les exutoires actuellement présents sur le site.</p> <p>Ces aménagements seront maintenus lors de la première phase quinquennale d'exploitation.</p> <p>Avant la deuxième phase d'exploitation et le démantèlement de cet ouvrage afin de permettre l'exploitation du gisement présent au droit de l'extension, l'exploitant transmettra une analyse hydraulique et une étude de stabilité actualisées du front concerné. Ces rapports ainsi qu'une synthèse des actions préventives éventuellement nécessaires seront transmis à l'inspection des installations classées qui prescrira les éventuelles mesures et travaux complémentaires au remblayage et permettant de supprimer tout risque de glissement de terrain.</p> <p>En complément des mesures de suivi prescrites au titre de la préservation de la biodiversité (cf. titre 8 ), l'exploitant s'assurera de l'absence d'impact négatif sur l'hydrologie de cet aménagement sur la zone humide de la Serraz (située sur le plateau à l'ouest du site).</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, dans le cadre de la préparation de la phase d'exploitation vers la zone de l'ancien glissement, il est impératif que l'exploitant canalise les eaux pluviales en limite de la zone d'exploitation, afin d'éviter tout écoulement non maîtrisé. Ces eaux devront être canalisées, puis évacuées vers des fossés gravitaires pour limiter les risques d'érosion et de pollution.</p> <p>Les fossés devront être développés sur une distance suffisante pour assurer une évacuation efficace des eaux. Ils devront être conçus de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Éviter l'érosion des berges et des sols environnants.</li><li>• Maintenir l'écoulement des eaux pluviales, y compris lors des phases intermédiaires d'exploitation.</li></ul> <p>Avant d'engager l'exploitation de la zone de l'ancien glissement, l'exploitant devra détailler les conditions d'aménagement de cette zone, en particulier pendant la phase intermédiaire avant remblaiement. Ce détail devra inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les travaux préparatoires nécessaires pour sécuriser la zone.</li><li>• Les mesures de gestion des eaux pendant cette phase critique.</li><li>• Les modalités de suivi pour garantir la stabilité du site.</li></ul>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre un dossier détaillé des travaux prévus, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un plan d'aménagement de la zone,</li> <li>○ Un calendrier des travaux,</li> <li>○ Les mesures de sécurité et de gestion des eaux mises en place.</li> </ul> <p>Ce dossier devra être soumis au service d'inspection des installations classées pour information avant le début des travaux. En fonction des conditions rencontrées, des ajustements pourront être demandés pour garantir la sécurité et le respect de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Traitement des eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan des ouvrages mentionnés au 3.4.2 et des écoulements des eaux, daté, est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et phase d'exploitation. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de fournir un schéma actualisé des réseaux et des dispositifs de gestion des eaux. Ce schéma doit permettre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visualiser clairement les ouvrages existants (fossés, bassins, canalisations, etc.).</li> <li>• Identifier les écoulements des eaux pluviales et superficielles.</li> <li>• Intégrer les modifications récentes ou prévues dans le cadre de l'exploitation.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est invité à transmettre sans délai ce schéma actualisé au service d'inspection des installations classées. Ce document devra être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Complet : incluant tous les ouvrages et écoulements.</li> <li>• À jour : reflétant l'état actuel du site.</li> <li>• Clair et lisible : pour faciliter les contrôles et les vérifications.</li> </ul> <p>Pour rappel, l'exploitant doit maintenir ce plan à jour et le mettre à disposition du service d'inspection des ICPE après toute modification notable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales s'infiltrent directement dans le sol. Cependant : lors d'épisodes pluvieux importants, les ruissellements des eaux superficielles peuvent être conséquents, ce qui implique de collecter ces eaux dans des bassins de décantation localisés sur plusieurs secteurs de la carrière et dans lesquels les eaux s'infiltrent naturellement sans rejet vers l'extérieur.</p> <p>Afin de s'assurer de l'absence d'impacts sur la qualité des eaux du ruisseau des Combes, des analyses annuelles des eaux, en amont et aval de la zone d'exploitation, sont réalisées. Ces mesures devront être réalisées pendant l'exploitation du site et hors période de crue. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations classées et transmis au Comité Intercommunautaire pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB).</p> <p>Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais. Dans l'hypothèse où les résultats d'analyses mettent en évidence une évolution défavorable au niveau de la qualité des eaux du ruisseau des Combes, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la dérive ou de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>L'ensemble des résultats ainsi que leur interprétation sont consignés dans un document (registre/tableaux...), éventuellement sous forme électronique, comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (débit du cours d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les paramètres analysés sont les suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la température (en °C),</li> <li>• le pH,</li> <li>• la conductivité,</li> <li>• la demande chimique en oxygène (DCO),</li> <li>• les Matières En Suspension (MES),</li> <li>• la turbidité</li> <li>• les Hydrocarbures totaux (HCT).</li> </ul> <p>Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>La localisation des 2 points de mesure (amont et aval) est présentée en annexe 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre du suivi environnemental lié à l'exploitation du site, les prescriptions suivantes ont été rappelées à l'exploitant concernant la <b>qualité des eaux du ruisseau des Combes</b>. En particulier, l'exploitant est tenu de réaliser des <b>analyses annuelles</b> des eaux du ruisseau des Combes.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les résultats d'analyses étant entendu qu'aucun prélèvement n'avait été réalisé depuis le renouvellement/extension de l'autorisation ICPE.</p> <p>Pour rappel, ces analyses sont nécessaires afin de démontrer l'absence d'impact de l'exploitation de la carrière sur le ruisseau des Combes. Par ailleurs et pour rappel, ces résultats doivent être tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées et <b>transmis systématiquement</b> au Comité Intercommunautaire pour l'Assainissement du Lac du Bourget (CISALB).</p>

Au regard du signalement formulé quelques jours après la visite du service d'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas été en capacité de garantir que les opérations réalisées au niveau de la carrière SCBL n'avaient pas eu d'impact sur le milieu naturel. En effet et tel que rappelé à l'exploitant, l'absence de campagne de prélèvements et analyses conformément à l'article 3.4.4 de l'AP du 25/10/2023 est aujourd'hui préjudiciable pour apprécier l'impact de ces ruissellements et objectiver les conséquences sur le cours d'eau.

Depuis lors, l'exploitant a procédé le 27/02/26 à une campagne de prélèvements et d'analyses en aval de l'entrée sud de la carrière qui a démontré le retour à un état normal du ruisseau des combes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est proposé à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de la carrière SCBL de respecter les prescriptions réglementaires de l'article 3.4.4 de l'AP du 25/10/23 notamment en transmettant les éléments de justification permettant à l'exploitant de garantir l'absence d'impact de la carrière sur le ruisseau des Combes en particulier lors des prochains épisodes pluvieux intenses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois